



**Conseil économique
et social**

Distr.
GÉNÉRALE

ECE/EB.AIR/2006/7
26 septembre 2006

FRANÇAIS
Original: ANGLAIS

COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'EUROPE

**ORGANE EXÉCUTIF DE LA CONVENTION
SUR LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE
TRANSFRONTIÈRE À LONGUE DISTANCE**

Vingt-quatrième session
Genève, 11-14 décembre 2006
Point 9 de l'ordre du jour provisoire

**PROCÉDURES D'ACCREDITATION DES ORGANISATIONS
NON GOUVERNEMENTALES**

Rapport du Bureau de l'Organe exécutif

1. À sa vingt-troisième session, l'Organe exécutif a examiné la question de la participation des organisations non gouvernementales (ONG) aux travaux accomplis en application de la Convention. Il a pris note de l'information communiquée par le secrétariat (EB.AIR/2005/5, par. 4 à 9) selon laquelle sa manière de procéder pour accréditer les ONG était, pour l'essentiel, conforme aux procédures de la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe (CEE), qui fait de l'accréditation d'une ONG auprès de l'ONU le critère de la participation de cette ONG à ses propres travaux. L'Organe exécutif a toutefois estimé que dans certaines situations, davantage de souplesse pouvait être utile et il a par conséquent décidé d'étudier un nouveau processus d'accréditation des ONG. Il a demandé au Bureau d'examiner cette question de manière plus approfondie et de lui faire des propositions précises à sa vingt-quatrième session (ECE/EB.AIR/87, par. 73 a)).
2. Le Bureau s'est penché sur la question lors des réunions qu'il a tenues en 2006, en se fondant sur l'information relative aux différentes procédures applicables dans le cadre des autres accords multilatéraux relatifs à l'environnement et sans négliger l'efficacité de la pratique actuelle de l'Organe exécutif et de ses principaux organes subsidiaires. Il a également estimé que les ONG accréditées auprès de l'ONU avaient grandement contribué à l'application de la

Convention. Il a toutefois noté que quelques organisations non accréditées seraient elles aussi susceptibles d'apporter leur concours à l'application de la Convention. Le Bureau a également pris acte des problèmes qui avaient pu se poser lorsque les représentants d'ONG n'étaient pas certains de l'état de l'accréditation de leur organisation ni, par conséquent, de la mesure où celle-ci remplissait les conditions requises pour pouvoir participer aux réunions.

3. Le Bureau est convenu que l'accréditation auprès de l'ONU devait rester le point de départ du processus d'accréditation auprès de l'Organe exécutif de la Convention. Il a toutefois estimé qu'il serait utile d'étendre le bénéfice de l'accréditation à quelques autres ONG susceptibles d'apporter une contribution utile aux réunions organisées en application de la Convention. Le Bureau a en outre considéré que toute décision en ce sens devait être laissée à la seule discrétion de l'Organe exécutif.

4. Le Bureau a par conséquent invité l'Organe exécutif à prendre note de la nécessité de faire preuve d'une plus grande souplesse pour assurer la participation de l'ensemble des ONG concernées à ses travaux tout en reconnaissant que par le passé, la procédure d'accréditation existante avait bien fonctionné dans la plupart des cas. Le Bureau recommande à l'Organe exécutif d'envisager de prendre la décision suivante à sa vingt-quatrième session:

L'Organe exécutif

Décide:

- a) Que l'ensemble des ONG accréditées auprès de l'ONU continueront d'être accréditées à ses réunions;
- b) Qu'il prendra en compte les demandes d'accréditation émanant d'autres ONG, qui seront présentées au secrétariat 60 jours au moins avant une réunion de l'Organe exécutif;
- c) Que le Bureau, avec le concours du secrétariat, examinera les demandes d'accréditation en tenant compte de l'utilité de la contribution potentielle de chaque postulant aux travaux accomplis en application de la Convention et de sa capacité à représenter un large groupe d'intérêts, et soumettra une recommandation à l'Organe exécutif sur chaque demande;
- d) Que l'Organe exécutif se prononcera sur les recommandations de son Bureau au début de la session faisant suite à la demande d'accréditation;
- e) Que le secrétariat assistera le Bureau et l'Organe exécutif dans leurs décisions, en leur fournissant des informations sur les ONG candidates à l'accréditation;
- f) Que le secrétariat tiendra la liste des nouvelles ONG accréditées; et
- g) Que des observateurs continueront d'être autorisés à participer selon les besoins aux réunions de l'Organe exécutif et de ses principaux organes subsidiaires, à la discrétion de l'organe concerné.
